

Presse : ils veulent tuer Internet et mettre à l'abri la pravda, avec l'aide enthousiaste de Hollande

écrit par Christine Tasin | 1 novembre 2012



A lire, un excellent [article](#) paru sur Causeur, fustigeant l'incroyable culot de Demorand qui, à Libé et pour Libé et autres Pravda aux ordres de la mondialisation réclame pour la presse l'exception qu'ils refusent au salarié mis en danger par la concurrence libre et non faussée.

Le stalinien (faites ce que je dis, pas ce que je fais, sinon c'est la schlague) Demorand va même jusqu'à appeler de ses vœux ce qui [fascine](#) Hollande (on le comprend, tout ça c'est la même engeance, en train de [s'effondrer](#) dans les sondages, qui correspondent tout à fait à ce que nous constatons dans nos échanges avec nos lecteurs et sympathisants).

Entendez, la disparition de toute possibilité de relayer et critiquer la presse officielle. Ce qui est, d'abord, fort de café pour la presse la plus subventionnée du monde (25%...) et qui appartient donc pour une grande part au contribuable fût-il internaute, pour ne pas parler des recettes publicitaires payées elles aussi, forcément, par le consommateur quand il

achète les produits correspondants.

Ensuite, la fameuse [Lex Google](#) qui voudrait obliger Google, qui s'y refuse pour le moment, à payer un droit d'auteur aux sites dont il met en avant les contenus, va, [de fait](#), tout simplement faire disparaître Internet et les sites de réinformation. Sauf à voir nos lecteurs nous faire confiance, sans les liens de référence, quant à ce que nous leur annonçons.

Guillaume Champeau a parfaitement [résumé](#) la situation :
« Depuis plus de dix ans que nous couvrons l'actualité du numérique et de son traitement législatif, nous n'avons jamais vu proposition de loi plus idiote.

*Et pourtant, [selon Le Figaro](#), « François Hollande a pris fait et cause pour le projet de loi sur le partage de la valeur défendu par les éditeurs de [presse](#) ». Ces derniers affirment même que le **président de la République leur aurait promis une loi adoptée dès janvier 2013**, devant le front commun établi [en Italie, France et Allemagne](#) !*

*Si **François Hollande** veut s'inscrire dans l'Histoire comme le **fossoyeur d'Internet en France**, il prend la bonne direction.*

Le cas échéant, l'Histoire retiendra que c'est pour s'assurer les bonnes grâces de la presse dans une période d'impopularité record que le président de la République a accordé l'impensable à ceux qui (pensait-il) font et défont les opinions.

Tout le contraire d'un président courageux, visionnaire et responsable. »

Il est évident qu'une presse aux ordres qui est de moins en moins lue, ça déplaît.

Il est évident qu'une presse libre, qui ne dépend ni des subventions ni de la publicité, la presse Internet, de plus en

plus lue, ça dérange les socialistes et leurs alliés au pouvoir, qui ne rêvent que de nous imposer leur modèle totalitaire et nous museler.

Alors au lieu de laisser se casser la figure cette presse sous perfusion qui n'est plus, depuis longtemps, d'investigation, mais qui se contente trop souvent de développer des dépêches de l'AFP quand elle ne fait pas son travail de manipulation-désinformation en faveur de la nouvelle civilisation, multiculturelle et islamisée, que veulent les socialistes et leurs alliés, Hollande va essayer de faire le désert pour nous obliger à manger, faute de mieux, la bouillie de la mediasphère.

Mais nous ne sommes pas des enfants, nous saurons contourner, nous ne nous laisserons pas étrangler pour le plus grand plaisir des Demorand et Joffrin, ces partisans de la concurrence libre et non faussée qui veulent interdire toute concurrence qui leur serait faite, avec la bénédiction de Hollande !

Christine Tasin